



Déclaration liminaire des représentants CGT au CHSCT du Var

Depuis son élection, le président de la république et son gouvernement n'ont eu de cesse de mettre à mal les organisations syndicales et le rôle des corps intermédiaires. Les syndicalistes, les élus locaux, les militants associatifs, tout ce qui fait la démocratie politique et sociale est mis de côté par un président présenté comme Jupitérien.

Le résultat est là. Ce 17 novembre, d'après la police, près de 300 000 citoyens se sont mobilisés pour bloquer une partie du pays sans aucun cadre organisé. Le premier Ministre parle d'anarchie, le Ministre de l'Intérieur gronde.

Pourtant ce gouvernement est à l'origine de l'affaiblissement des droits des organisations syndicales. Dans le privé, avec la mise en place des Comités Sociaux et Economiques découlant des ordonnances MACRON, c'est entre 150 000 et 200 000 élus en moins tous syndicats confondus en France. C'est la disparition des CHSCT instance très importante pour l'ensemble du salariat.

Dans le public, il est déjà annoncé la fin des CHSCT, instance pourtant récente. Nous avons déjà affirmé notre opposition à cette mesure.

Il est donc scandaleux que ceux qui s'attaquent à la démocratie sociale s'étonnent d'une montée de colère sans cadre organisé. S'ils n'ont pas d'interlocuteur, ils sont responsables de cette situation.

Si la CGT n'a pas appelé à manifester ce 17 novembre elle comprend et partage en majeure partie les raisons de la colère qui s'exprime contre la baisse du pouvoir d'achat et l'injustice fiscale. Le président MACRON a décidé de rendre des sommes astronomiques aux français les plus riches alors qu'il frappe les plus faibles au porte monnaie.

Concernant la volonté affichée de transition écologique pour justifier la hausse des taxes sur les carburants et le fioul, personne n'y croit. Nicolas HULOT lui-même a démissionné de son poste de Ministre d'Etat face à l'absence de volonté du Président et de son gouvernement d'agir. D'ailleurs les français ont bien compris qu'aucun plan sérieux de transition énergétique n'était à l'œuvre en particulier pour les transports.

La SNCF est démantelée, le fret ferroviaire est en voie de disparition malgré les combats menés par les cheminots pour son maintien et son amélioration.

C'est la route et donc les camions qui sont largement privilégiés par ce gouvernement. Sans oublier les fameux BUS Macron, super écologiques.

Prétexter des hausses au titre de l'écologie est une supercherie. Il s'agit surtout de trouver des liquidités pour compenser les cadeaux fiscaux fait aux plus riches, sans oublier les grosses entreprises au travers du CICE et demain des nouvelles exonérations de cotisations sociales.

Par l'augmentation de la CSG pour les retraités, le blocage total des salaires dans le privé comme dans le public, oui, c'est bien MACRON le fauteur de trouble et le patronat qui provoque le blocage du pays et la révolte.

Bruno Parent, à la DGFIP comme vous à la DDFIP du Var pratiquez les mêmes méthodes au niveau de notre administration. Mépris des représentants des personnels, absence total d'écoute et de réponse à ce que nous exprimons au nom des agents.

Certaines méthodes révoltent même les agents, comme ce fut le cas pour les votes pour la consultation concernant les horaires d'ouverture de l'accueil à Blache.

De même, alors qu'à cause des restrictions budgétaires on refuse aux agents les fournitures de base pour travailler, vous organisez des conventions à répétitions, en particulier pour les cadres, dont le coût global permettrait effectivement de répondre à quelques demandes supplémentaires en matière de travaux dans nos services, travaux régulièrement soumis au CHSCT pour abonder des budgets insuffisants.

En même temps, comme dirait le président de la république, il faut bien faire comprendre aux agents et en particulier aux cadres qu'ils doivent allégeance au tout puissant Directeur. C'est d'autant plus nécessaire que nombre d'entre eux vont perdre leur poste dans les années qui viennent.

Sachez que si nous n'en avons jamais fait un argument de fond, nous sommes régulièrement interpellés sur cette question. Les agents n'ont pas besoin d'un DDFIP « jupitérien », ils ont besoin d'un cadre qui les aide dans leur vie au travail au quotidien.

Vous êtes en train de créer les conditions d'une explosion dans nos services. Ce 12 novembre à PERPIGNAN, les agents d'accueil et des SIP, épuisés ont fermé le service, s'estimant en danger. Dans l'Isère, les agents étaient dans l'action ce 14 novembre pour les mêmes raisons. Dans le Var l'exaspération grandit.

Le mouvement des gilets jaunes du 17 novembre, pointe la difficulté grandissante du consentement à l'impôt. Dans toute la France les gilets jaunes se rassemblent et ferment des Centre des Finances Publiques. Citons pêle-mêle Chateauroux, Belfort, Grenoble, Challans, Flers, Rodez, Les Andelys, Bruay la Buissière, Vienne, Montceau, Longuenesse, Lons le saunier, Forbach et la liste n'est pas exhaustive puisque ce matin sont déjà en cours Cherbourg, Mende et sans doute d'autres qui vont s'ajouter.

Comme d'habitude alors que lors du groupe de travail de ce lundi 19 novembre la CGT a demandé ce qui était prévu en cas de blocage, on nous a répondu que la Direction faisait confiance à l'intelligence collective. C'était sans doute de l'humour.

Depuis la DG a donné la consigne aux DDFiP de fermer les sites dès constatation du blocage, et d'autoriser tous les agents à rentrer chez eux (y compris les agents qui auraient pu rentrer dans le site avant le blocage). Le DDFiP dans un second temps doit prévenir le préfet qui décidera de l'intervention des forces de l'ordre ou non. L'objectif de la direction générale étant d'éviter tout incident, si le blocage est connu à l'avance. La Direction a bien évidemment omis d'en informer les représentants du personnel.

Pourtant vous comptez aggraver la situation dans les années qui viennent.

L'avenir programmé de notre service public est, à terme, pour les particuliers une obligation de se déplacer encore plus loin pour tous ceux qui ne résideront pas dans une des grandes villes où existe un SIP. Plus une seule trésorerie ne pourra les accueillir pour les questions fiscales puisque vous allez fermer des trésoreries et spécialiser celles qui resteront. Vous avez même déjà annoncé la fermeture du CFP de St Tropez.

L'arrivée du PAS continue de nous inquiéter et nous refusons que nos collègues deviennent dès janvier 2019 les boucs émissaires du ras-le-bol fiscal qui risque de s'amplifier si le PAS connaît des difficultés.

La seule réponse apportée par la DGFIP et relayée par la Direction : la remise en cause du droit à congé pour les agents. Une véritable honte alors que se poursuivent les suppressions d'emplois et les restructurations ou plutôt déstructurations.

Vous avez même menti par omission à VAR AZUR TV en affirmant ne pas avoir diminué les horaires d'ouverture pour cause de PAS alors que se sont les organisations syndicales, s'appuyant sur la volonté et la conscience professionnelle des agents qui ont permis que vous ne réduisiez pas les horaires dès le 1^{er} septembre 2018. Si nous sommes toujours autant ouverts au 1^{er} janvier 2019, c'est grâce aux agents, certainement pas grâce à votre sens du service à nos usagers que vous continuez sur ULYSSE à appeler clients.

Pour améliorer les conditions de travail, vous préconisez des plateaux alors que tout le monde vous demande de cloisonner. C'est d'autant plus inaudible quand celui qui préconise cela a un bureau de plus de 42 m² pour lui seul.

Concernant la mise en place du RCT, les fiches fournies pour ce CHSCT sont en décalage total avec les remontées du terrain.

A Toulon, alors que la pression monte avec l'arrivée prévue du PAS, les renforts sont appelés en permanence puisque la Direction n'a pas trouvé mieux que de dégarnir l'accueil avec 2 agents en moins depuis le 1^{er} septembre 2018.

Dans ces conditions il serait irresponsable de la part de la Direction de poursuivre les fermetures de services, les fusions sans analyser avec les représentants du personnel la réalité de la situation.

Dans le cadre de ce CHSCT, la CGT soumet à la discussion le vœu suivant :

« Le CHSCT du Var réunit ce 22 novembre demande à la DDFIP du Var de surseoir à la généralisation du dispositif RCT au 1^{er} semestre 2019 et à la réduction des horaires d'ouverture à TOULON en juin 2019. En effet, la mise en place du PAS à compter du 1^{er} janvier 2019 exige qu'un point d'étape de la situation soit fait en CHSCT fin avril 2019. Ce point d'étape permettrait un premier bilan sur l'effet du PAS sur les accueils. Il permettrait que le CHSCT puisse préconiser les mesures à adopter en fonction de ce bilan en parallèle avec un bilan sérieux du fonctionnement des RCT de Brignoles et Fréjus. »

Pour la CGT, tout refus de moratoire et de bilan sérieux équivaldra à placer les équipes d'accueil et les agents des SIP en difficulté voire en danger. Nous irons immédiatement leur en rendre compte.

La CGT prendra alors ses responsabilités en communiquant immédiatement au public et à tous les élus sur la situation de nos services et la responsabilité de la Direction et du Directeur lui-même. Il vous faudra assumer vos choix en matière de réduction des horaires d'ouverture contre l'avis même de vos agents face aux contribuables et aux élus. Il est pour nous hors de question que les agents prennent les coups à la place de ceux qui décident de mettre à mal le service public.

Nous demandons l'annexion de cette déclaration au procès verbal.